

Les horizons géopolitiques du Maroc



Source [Conflits] La situation géopolitique du Maroc présente de nombreux atouts du fait de sa position géographique au sud de l'Europe et comme porte d'entrée de l'Afrique, continent d'avenir. Mais le pays souffre aussi d'un voisinage difficile ; il appartient à une région instable depuis les révolutions arabes qui avaient démarré en 2011. Ses frontières fermées à l'est depuis près de vingt-cinq années constituent une illustration de la difficulté à développer des relations dans un Maghreb en léthargie.

Le Maroc a réussi à stabiliser ses relations avec les pays occidentaux, en particulier l'Union européenne qui lui a accordé en 2008 le Statut avancé : il pourra ainsi bénéficier progressivement d'un accès total au marché intégré, à condition d'introduire peu à peu l'acquis communautaire dans sa législation. Il peut ainsi devenir l'intermédiaire obligé entre l'Europe et le reste du continent africain, voire le monde arabo-musulman. Et il peut regarder loin, au-delà même du Maghreb.

La relation du Maroc avec ses voisins immédiats est à l'image du manque de dynamisme interne du Maghreb. [L'Union du Maghreb arabe \(UMA\)](#) célèbre le 17 février de chaque année sa création, dans l'indifférence des gouvernements et des populations des pays membres. Parler de l'Union du Maghreb arabe, c'est se rendre à l'évidence d'un « non-Maghreb » dont le commerce intérieur est insignifiant et l'intégration régionale ⁽¹⁾ (estimée à 3 %) un échec. Rachid El Houdaigui ⁽²⁾ précise que la célébration de l'anniversaire de l'UMA « *s'apparente plus à un deuil qu'à une fête !* ». Ainsi la réalité géopolitique de l'UMA est synonyme d'immobilisme et donc d'absence sur la scène internationale. Il n'y a pas de mobilisation commune effective même sur les grands sujets de la région tels que l'avenir de la Libye ou la sécurité dans l'arc sahélo-saharien. Voilà un sujet qui a donné naissance au G5 Sahel le 16 février 2014 sans contribution effective de l'UMA.

Aucun des pays membres ne bénéficie du potentiel qu'offre cette union, laquelle flirte avec les 100 millions d'habitants et constitue un marché tangible. Le « non-Maghreb » est devenu flagrant et ne sert pas les populations dont la jeunesse exprime de fortes attentes. Les défis sont similaires : nécessité d'améliorer la création de richesse, de favoriser une meilleure redistribution, générer des créations d'emplois fortes, réduire les inégalités sociales et spatiales.

Le résultat de cet état de végétation de l'Union du Maghreb arabe a amené le Maroc à consolider son ancrage africain plus au sud, en exprimant sa demande d'adhésion à la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 24 février 2017. La Tunisie, de son côté, a accédé au statut de membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en octobre 2017 et a obtenu le statut d'observateur de la CEDEAO en novembre 2017.

Retrouvez l'intégralité du dossier [en cliquant ici](#)